

tique protégeant notre porte de devant. Ce dernier n'intéresse que deux cents millions de personnes alors que dans le Pacifique on en compte six ou sept cents millions. Il nous faut prendre des mesures immédiates contre la Russie communiste, qui a trouvé chaussure à son pied dans l'Ouest, mais qui cherche maintenant à s'assurer la maîtrise de l'Est, la porte d'arrière du Canada.

En 1938, j'ai signalé cette question à la Chambre. J'ai dit qu'à partir du détroit de Puget jusqu'au sud des îles de la Reine-Charlotte nous avions, sur le littoral ouest du Canada, presque 700 milles de côte non protégée. Ce n'est que par miracle que notre pays a échappé à l'invasion directe après Pearl-Harbour.

Le Canada devrait prendre des mesures en vue de maîtriser l'Est et d'empêcher la Russie communiste de dominer l'Asie. Le Pacte de l'Atlantique et le plan Marshall l'ont découragée du côté est, soit à notre porte de devant, mais n'oublions pas qu'à moins de conclure un pacte du Pacifique, tout ce que nous pourrions faire de l'autre côté n'aura pas une grande valeur et n'empêchera aucunement la Russie de s'installer dans tout l'extrême Orient. Il faut arrêter un plan bien mûri, et les pays du Pacifique devront l'appuyer économiquement.

Le général McArthur a accompli de l'excellente besogne en extrême Orient, et les États-Unis devraient prendre immédiatement l'initiative en ce qui concerne l'établissement d'un pacte du Pacifique. A une époque où les bandits et les voleurs sont si nombreux dans nos grandes villes, il ne faut pas oublier de fermer à clef la porte d'arrière aussi bien que celle de devant. Il en est de même du point de vue militaire: il ne faut négliger ni le Pacifique ni l'Atlantique. Voilà, à mon sens, un très bon conseil.

Il y a plusieurs autres questions que je pourrais traiter. Je veux faire allusion au discours que mon ami le général Crerar a prononcé à l'Exposition nationale du Canada. Il a demandé au Gouvernement au pouvoir: "Sommes-nous en sécurité, ou ne le sommes-nous pas?" J'ai posé la même question au premier ministre. Je l'ai également posée dès le printemps dernier au ministre de la Défense nationale (M. Claxton). Serions-nous en sécurité ou ne le serions-nous pas, si notre pays était envahi à l'est ou à l'ouest, par l'Atlantique ou par le Pacifique? Notre pays est exposé à l'invasion, comme il l'a été en 1914 et en 1939. Je puis vous assurer que nous ne jouissons pas du degré de sécurité dont nous devrions jouir. Nous ne pouvons plus compter sur la flotte britannique pour défendre nos rives. Elle a protégé nos rives pendant quatre siècles, au

temps de Louis XIV, de Philippe d'Espagne et de Napoléon et, plus tard, contre le kaiser et contre Hitler. Pendant des générations seule la maîtrise des mers a sauvé les dominions. Un million d'hommes ont participé à la guerre de 1914. Ils se sont enrôlés sous leur propre bannière, à titre d'habitants de pays autonomes et souverains. Cent quarante mille d'entre eux sont tombés sur le champ de bataille, et leurs gestes au cours de la première guerre ont changé toute l'histoire du monde.

Au cours de la seconde guerre mondiale, qu'ont-ils fait? Ils se sont enrôlés en plus grand nombre, de cinq à dix fois plus. Ils se sont enrôlés volontairement, non pas afin de combattre pour la Grande-Bretagne, mais pour lutter avec elle contre les ennemis; ils se sont dressés plus nombreux, sur terre, sur mer et dans les airs, et nous en avons vu le résultat. Ils sont venus à l'aide de la métropole. Les dominions ont été, pendant près de trois ans, les seuls à l'appuyer. Ils ont ainsi sauvé tout le genre humain.

Je trouve justes les paroles que le général Crerar prononçait à l'Exposition nationale du Canada, le jour des militaires. Il se demandait si nous étions à l'abri du danger. J'affirme que nous ne le sommes pas. Le Gouvernement a le devoir de dire à la Chambre et au pays si nous le sommes ou non. Ce n'est pas en comptant sur l'Organisation des Nations Unies que nous serons à l'abri du danger. C'est la plus grande tour de Babel que je connaisse. L'ONU semble être la pierre angulaire de la politique du Gouvernement. Même le très honorable leader de la Chambre ne pensait pas autrement de l'ONU quand il était secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Si je ne m'abuse, c'est le dernier jour où il a occupé ce poste (le 25 juin, je crois) qu'il a prononcé, à la Chambre, un discours dans lequel il affirmait que la politique du Gouvernement reposait sur l'Organisation des Nations Unies. Cette organisation constitue le plus grand concours de bavardage que je connaisse; elle laisse loin derrière elle notre Chambre et notre Sénat. Nous connaissons ce genre de pacte depuis nombre d'années, ayant eu la Société des Nations. Ce n'est pas la première fois que nous avons une société des nations. Il en existait une il y a plus de cent ans. En 1815, la Prusse, l'Autriche et la Russie, les trois puissances qui causent de nos jours tous les troubles mondiaux, ont établi une société des nations, qu'on appelait alors la Sainte-Alliance qui dura de 1815 à 1823, année où le grand premier ministre, George Canning, décida d'abandonner le continent à lui-même. Qu'en est-il résulté? Le résultat fut la doctrine Monroe. Quelle était cette